

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/W/91**

24 septembre 1998

(98-3688)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## **UNION EUROPÉENNE: DIRECTIVE 92/23/CEE DU CONSEIL RELATIVE AUX PNEUMATIQUES DES VÉHICULES À MOTEUR ET DE LEURS REMORQUES AINSI QU'À LEUR MONTAGE**

### Communication de l'Indonésie

1. La Mission de l'Indonésie a l'honneur de rappeler à votre attention la notification que la Communauté européenne a présentée le 8 juillet 1998 au Comité des obstacles techniques au commerce (G/TBT/Notif.98.343) en ce qui concerne les pneumatiques pour véhicules à moteur et leurs remorques.

2. Ayant examiné la proposition de directive de l'UE COM(97)680 final – 97/0348 (COD) de décembre 1997 portant modification de la Directive 92/23/CEE du Conseil, le gouvernement indonésien souhaite attirer votre attention sur ce qui suit:

- Après avoir soigneusement examiné l'annexe 1 et l'Appendice 1 du projet de proposition, en particulier en ce qui concerne la "Procédure de mesure du niveau des émissions sonores pneumatique/route produites à vitesse élevée, le gouvernement indonésien estime qu'il est très onéreux de satisfaire aux exigences très spécifiques, notamment aux conditions de mesurage relatives aux terrains d'essai; elles requièrent un investissement considérable qui aura pour effet de fermer les petits débouchés que les fabricants de pneumatiques indonésiens avaient pu s'ouvrir au cours de la dernière décennie. Dans ce projet, l'expression "représentants autorisés" a été supprimé dans les dispositions administratives relatives à la réception CE des pneumatiques.
- En vertu de la Directive 92/23/CEE du Conseil, le fabricant ou son représentant autorisé peut présenter une demande d'homologation CEE. En l'absence d'installations de production au sein de l'UE, le représentant autorisé (à savoir l'importateur ou le responsable de la mise du produit sur le marché) a pour rôle de veiller à ce que la Directive 92/23/CEE du Conseil ne fasse pas obstacle aux importations de pneumatiques indonésiens.

3. Compte tenu de ce qui précède, le gouvernement indonésien demande à l'UE de bien vouloir réviser la proposition contenue dans le document COM(97)680 final – 97/0348 (COD) du 10 décembre 1997 en en supprimant les éléments qui constituent des obstacles techniques au commerce de nature à nuire gravement aux intérêts commerciaux de l'Indonésie dans l'UE.